

**Turquie - Syrie - Réponse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à une question au gouvernement à
l'Assemblée nationale**
(Paris, 30 janvier 2018)

Question sur l'intervention militaire turque en Syrie

Merci Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Vous avez fait référence à mes réponses de la semaine dernière, celles de cette semaine ne vont pas changer.

Nous comprenons que la Turquie veuille sécuriser sa frontière et combattre les groupes terroristes qui s'y trouvent. Vous le savez puisque vous connaissez le sujet, il y en a de nombreux. Mais nous ne pouvons valider le fait que cela se fasse au détriment des populations civiles, sachant en plus qu'il s'agit souvent de réfugiés et de déplacés ; et il y en a plusieurs centaines de milliers.

Par ailleurs, si d'aventure la Turquie menait des opérations à des fins d'occupation territoriale ou de conquête, alors elles seraient totalement condamnables. Ce sont ces deux points que nous avons fait valoir aux autorités turques et le président de la République a eu l'occasion de le dire à M. Erdogan.

Au-delà, Monsieur le Député, vous le savez et il ne faut pas se le cacher, il y a en plus en Syrie la situation de la Ghouta-est et la situation d'Idlib. La résolution de cette crise passera par l'urgence d'une solution, sous l'égide des Nations unies, qui doit se passer à Genève. La France a cela pour objectif immédiat, cela ne se passe pas à Sotchi, cela doit se passer à Genève./.